

Les classes moyennes dans la vie politique française (1919-1939)

Nonna Mayer

▶ **To cite this version:**

Nonna Mayer. Les classes moyennes dans la vie politique française (1919-1939). Gefährdete Mitte? Mittelschichten und Politische Kultur zwischen den Weltkriegen : Italien, Frankreich und Deutschland, Jan Thorbecke Verlag, pp.83-93, 1993, 9783799573290. hal-01835151

HAL Id: hal-01835151

https://sciencespo.hal.science/hal-01835151

Submitted on 19 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0 International License

NONNA MAYER

LES CLASSES MOYENNES DANS LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE (1919–1939)[1]

La notion de »classe moyenne« n'est pas nouvelle, la phrase si souvent citée d'Aristote en témoigne: »Dans tous les états sans exception il existe trois classes de citoyens. L'une est composée de gens très riches, l'autre de gens très pauvres, et la troisième tient le milieu entre les précédentes«[2]. Mais c'est une notion trompeuse, qui prend des significations différentes selon les sociétés et selon les époques. Les classes moyennes françaises ne recouvrent pas tout à fait les mêmes réalités que le »Mittelstand« allemand ou les »middle classes« anglo-saxonnes. En France même cette notion a évolué. Dans la société post-révolutionnaire, sous la plume d'un Tocqueville ou d'un Guizot, utilisée au singulier, elle désigne la bourgeoisie, classe intermédiaire entre l'aristocratie et le peuple. A la fin du XIX[e], employée au pluriel, elle désigne les catégories intermédiaires entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Depuis lors, et principalement entre les deux guerres, une multitude d'articles et d'ouvrages se sont penchés sur le problème de ces classes dites moyennes ou encore petites-bourgeoises. Mais aucun n'en propose la même définition. Selon qu'ils s'en tiennent aux catégories urbaines ou qu'ils incluent les paysans, qu'ils se limitent aux classes moyennes indépendantes ou y ajoutent les salariés, incluent ou excluent les fonctionnaires, les classes moyennes passent de quelques millions à la quasi-totalité de la société française.

Les taxinomies sociales, qu'elles soient binaires, ternaires ou unitaires ne sont pas neutres. Elles reflètent et influencent en retour le rapport de force idéologique et politique qui caractérise une société à un moment donné du temps. Plutôt que de choisir arbitrairement une définition, ou d'en ajouter une nouvelle à celles qui existent, nous partirons de la multiplicité des discours concurrents sur les classes moyennes, pour tenter d'analyser la logique de leur production, leur efficacité politique et leurs prolongements actuels.

1 Le texte de cette conférence s'appuie plus particulièrement sur les travaux d'une table ronde de l'Association française de science politique consacrée aux classes moyennes françaises, publiés dans un ouvrage collectif L'univers politique des classes moyennes, (1983) sous la direction de Georges LAVAU, Gérard GRUNBERG, Nonna MAYER.

2 ARISTOTE, La politique, tome 1, Paris 1962, p. 301.

I. L'invention des classes moyennes

Les classes moyennes impensées

La gauche française de l'entre-deux-guerres est dominée par le modèle marxiste, qui est un modèle binaire. Dans le mode de production capitaliste deux classes s'affrontent et elles seules, la bourgeoisie capitaliste, propriétaire des moyens de production et d'échange, et le prolétariat vendeur de sa force de travail. A terme la disparition des classes intermédiaires est inéluctable. Le *Manifeste communiste* l'annonce clairement:

> »Les couches moyennes, petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, toutes ces classes sombrent dans le prolétariat, soit que leur petit capital ne leur permette pas d'employer les procédés de la grande industrie et qu'ils succombent à la concurrence des capitalistes plus puissants, soit que leur savoir-faire se trouve déprécié par les nouvelles méthodes de production«. Karl Marx, Le Manifeste communiste (1848), Œuvres, tome 1, Paris 1965, p. 169.

Demain ce sera l'effondrement du système capitaliste et l'avènement de la société sans classes. Dans ce schéma les classes moyennes n'ont pas leur place.

Quand Marx écrit ces lignes l'essor du grand commerce et de la grande industrie semblent lui donner raison. Mais cinquante ans plus tard ces prédictions ne se sont pas réalisées. La petite et moyenne entreprise, les salariés non productifs sont en pleine expansion. C'est la thèse que Bernstein défend face à Kautsky et le mouvement socialiste allemand est déchiré par la querelle du révisionnisme. En France le même débat s'ouvre à la SFIO mais trente ans plus tard[3]. Avant la guerre de 1914, la notion de classe moyenne y est officiellement admise. On la trouve dans les résolutions des congrès depuis 1905. Deux tendances s'opposent toutefois dans le parti. Les guesdistes estiment qu'il n'y a pas de discours spécifique à tenir à l'égard de ces catégories. Leur prolétarisation croissante tant dans le commerce et l'agriculture que dans l'industrie joue à terme en faveur du socialisme. Jaurès, lui, fait une analyse plus nuancée. Conscient du poids de ces catégories et de la nécessité d'une alliance avec elles, dans une perspective de prise légale et pacifique du pouvoir, il ébauche une stratégie de rassemblement où les classes moyennes ont leur place, au sein d'un nouveau »Tiers état«.

Mais la guerre de 1914, la révolution bolchevique, la scission intervenue au Congrès de Tours vont gauchir le parti et le vieux schéma dualiste retrouve toute sa force. Il faut attendre les années trente pour que le problème soit reposé par les néo-socialistes, Déat, Marquet, Renaudel. La crise économique, la montée des fascismes en Europe éclairent la question d'un jour nouveau. Déat analyse le fascisme comme l'expression politique des classes moyennes victimes du capitalisme financier. Il adjure les socialistes de se lancer dans une course de vitesse avec le fascisme pour les en détourner. Il veut unir prolétaires et classes moyennes dans une mystique commune, celle de »l'intérêt national«. Et il lance son fameux tryptique, »Ordre, autorité, nation«. Mais les orthodoxes l'emportent, le compromis avec la bourgeoisie est refusé. En 1933 les néos sont exclus.

3 Cf. Alain Bergounioux, La SFIO ou les classes moyennes impensées (1905–1939), in: L'univers politique des classes moyennes, op.cit. p. 94–112.

Quant au Parti communiste, il œuvre pour un vaste rassemblement antifasciste où les classes moyennes sont invitées, mais c'est une alliance tactique qui ne remet pas en cause le principe de l'hégémonie de la classe ouvrière. Et il a beaucoup moins de chance d'être entendu par les classes moyennes que la SFIO.

Ainsi pendant toute la période de l'entre-deux-guerres, la gauche française, prisonnière d'un schéma ouvriériste hérité du marxisme, refuse de penser les classes moyennes en tant que telles. Tous ceux qui, à la SFIO ou au PC, tenteront de prendre en compte la spécificité de ces catégories, de leur reconnaître des intérêts distincts de ceux du prolétariat, seront impitoyablement exclus.

Reste le Parti radical. Parti de gauche, attaché à la laïcité et à la République, il est l'héritier d'un autre socialisme, celui de Considérant, de Fourier, de Proudhon, de Leroux. Il défend la petite production indépendante et l'abolition du salariat. C'est le parti des classes moyennes par excellence[4]. Mais il refuse de se définir comme tel parce qu'il récuse la vulgate marxiste et la notion même de classe. Quand Gambetta salue ce monde de petits propriétaires, de petits boutiquiers, de petits industriels, dont la Révolution consacre le droit à l'existence, dans ses discours de Grenoble et d'Auxerre, c'est aux »nouvelles couches« qu'il s'adresse. Et quand cinquante ans plus tard, au congrès de 1920, un ancien parlementaire dépose une motion pour inviter le parti à assurer la défense des classes moyennes il s'attire une cinglante réplique de Ferdinand Buisson:

> »Nous ne sommes pas un parti de bourgeois, ni de classe moyenne, mais un parti du travail, de tous les travailleurs. Et, pour cette raison, nous ne pouvons admettre la lutte des classes, l'oppression des travailleurs par les travailleurs. Le salariat est un régime transitoire qui devra disparaître pour faire place à l'association des travailleurs. Plus de déshérités, plus d'inférieurs! Nous sommes des égaux! Et, en ce sens, nous sommes des socialistes véritables. Nous envisageons comme nécessaire et certaine la disparition des classes et nous devons mettre en œuvre des réformes qui nous permettront d'éviter la révolution par les transformations sociales inévitables«. (Bulletin du Parti radical et radical-socialiste, 1er janvier 1921, cité par Serge Berstein, »Le Parti radical-socialiste...«, in: L'Univers politique des classes moyennes, op.cit. p. 78).

Prisonnier d'un autre schéma binaire, hérité de 1789, le Parti radical est incapable de penser les classes moyennes. Il faudra attendre le Front populaire pour que ce parti change d'attitude et que naisse un néo-radicalisme privilégiant la défense de ces catégories.

Les classes moyennes inventées

C'est à droite que la notion va être inventée; c'est là que se développe un discours qui affirme l'autonomie, la spécificité des classes moyennes et qui prend le contrepied du modèle marxiste tout en s'appropriant son langage. Au lieu de les définir négativement, il les définit positivement et leur confère un principe d'identité, la possession d'un patrimoine. Au lieu de minimiser leur importance il table sur leur expansion. A la »prolétarisation« des classes moyennes il oppose la »promotion sociale«, à la lutte des

4 Plus de la moitié des membres de comités locaux du parti entre les deux guerres sont des petits indépendants. Cf. Serge Berstein, Le Parti radical-socialiste de la défense du peuple à celle des classes moyennes, in: L'univers politique des classes moyennes, op.cit. p. 71–93.

classes il oppose l'intégration pacifique de la société toute entière. Au lieu de souligner leur dépendance il proclame leur autonomie, leur rôle moteur dans l'histoire en tant qu'incarnation d'une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme.

Ce discours trouve sa première expression à la fin du XIX[e] avec le catholicisme social, doctrine qui propose une organisation corporative de la société pour lutter à la fois contre les excès du libéralisme et la montée du socialisme. C'est en Belgique qu'il trouve sa forme la plus achevée. Les catholiques au pouvoir à partir de 1884 prennent en charge l'organisation et la défense des classes moyennes sur le modèle de la classe ouvrière mais contre elle. A l'Internationale ouvrière répond une Internationale petite-bourgeoise qui tient ses congrès, répand sa littérature, suscite la création d'Instituts d'étude des classes moyennes à travers toute l'Europe. En France ce courant a des représentants, comme en témoigne cet extrait du discours du représentant français au Congrès de la petite-bourgeoisie qui se tient à Anvers en 1899:

»La classe moyenne était la voie large et ouverte par laquelle l'ouvrier économe, habile, travailleur, arrivait à son tour au patronat. Ceux mêmes qui n'y parvenaient pas en conservaient l'espoir, pour eux ou pour leurs enfants. Et chacun sait que l'homme vit d'espoir plus encore que de réalité. Aujourd'hui, les ouvriers mécontents ou misérables, ne sont plus seulement des malheureux, ce sont des désespérés ... Les doctrines du socialisme prévalent bientôt, et bientôt les doctrines mêmes de l'anarchie.

Doctrines d'autant plus dangereuses que, par la disparition des classes moyennes, le fossé s'élargit entre la classe supérieure et le prolétariat. Le jour approche où les classes ouvrières, dont les revendications déjà nous accablent, et la classe moyenne, ruinée, ne formeront plus qu'une classe unique: celle des pauvres. Elle se dressera violente, haineuse, menaçante, en face de la classe des riches. Déjà les ouvriers des différents Etats de l'Europe se tendent les mains. Pour eux, la haine contre ceux de leurs concitoyens qui possèdent est plus forte que la haine contre l'étranger. Eviterons-nous la guerre intestine, la classe intermédiaire ayant disparu?

L'antiquité grecque, par suite des mêmes causes – la perte des traditions organisatrices du travail – connut vers la fin de sa civilisation les mêmes périls. La tempête éclata avec une violence effroyable«. Compte rendu de l'intervention de Frantz Funck-Brentano au Congrès international de la petite-bourgeoisie, Anvers, 17–18 septembre 1899, p. 91–92.

Mais c'est dans les années trente seulement qu'il parvient à s'imposer. Les thèmes qu'il défend sont identiques à ceux du siècle dernier: négation de la lutte des classes, refus de l'individualisme bourgeois comme du collectivisme prolétarien, exaltation de la propriété fondée sur le travail et l'épargne face au capitalisme financier, spéculatif et anonyme, défense de la personne contre la masse, croisade contre tous les matérialismes. Le courant personnaliste apporte à ce discours un supplément d'âme. L'ouvrage du père Desqueyrat, un jésuite de l'Action populaire, Classes moyennes françaises, crise, programme, organisation (Paris, Spes, 1939) constitue la meilleure introduction à cette doctrine. Paradoxalement, comme le montre Boltanski, ce discours ternaire se transforme insensiblement en discours binaire. Dans son effort pour élargir le champ des classes moyennes, il y inclut la majeure partie de la bourgeoisie. L'ennemi principal est la classe ouvrière. Le deuxième pôle se réduit à une poignée de financiers, métèques et apatrides de surcroît[5].

5 Cf. Luc Boltanski, Taxinomies sociales et luttes de classes. La mobilisation de »la classe moyenne« et l'invention des cadres, Actes de la recherche en sciences sociales, 29 septembre 1979 p. 74–105.

A la veille de la guerre de 39 on observe d'étonnantes convergences entre le discours des catholiques sociaux et celui des néo-socialistes, qui devient de plus en plus corporatiste, nationaliste, antisémite et autoritaire, dans une rapide dérive vers le fascisme[6].

II. La mobilisation des classes moyennes

L'entrée des classes moyennes en politique

Ce discours ne manque pas d'efficacité. On assiste progressivement, de la fin du XIX[e] aux années trente, à la mobilisation des catégories qu'il prétend fédérer, tout particulièrement deux d'entre elles, les petits patrons et les salariés supérieurs ou »cadres«. Employés et fonctionnaires se montrent plus réticents[7].

En 1907 se crée une Association de défense des classes moyennes sur le modèle de celles qui essaiment alors à travers l'Europe. Elle fédère les milieux patronaux du commerce et de l'industrie, à l'initiative de Maurice Colrat, ancien secrétaire de Raymond Poincaré, lié aux Cercles progressistes et à la droite d'affaires[8]. Elle cimente l'union des petits et gros indépendants contre le péril »collectiviste« et le »socialisme d'Etat«.

C'est dans les années trente toutefois que le mouvement prend toute son ampleur. A la veille de la guerre de 1939 une quinzaine d'organisations se disputent la représentation des classes moyennes[9]. A la différence des organisations précédentes, elles associent au patronat des salariés, ingénieurs et »employés supérieurs«, les futurs »cadres«. Le choc du Front populaire, les grèves et les occupations d'usine qui l'accompagnent jouent un rôle déclencheur. Pris entre »l'enclume de la ploutocratie et le marteau du prolétariat«[10], la Confédération générale de la production française (CGPF) et la Confédération générale du travail (CGT), ingénieurs et petits patrons se découvrent des intérêts communs. Ils s'estiment les laissés pour compte de l'accord Matignon et réclament une représentation politique autonome.

> »La présente détresse des classes moyennes, d'où vient-elle? Elle vient de cet accord Matignon du 7 juin 1936, qui fut le don de joyeux événement de M.Blum et le fait le plus désastreux des cinquante dernières années, de l'accord Matignon où les trois quarts du patronat français, c'est-à-dire les petits patrons, qui n'étaient ni représentés ni défendus, ont été livrés par le capital des 200 familles à la dictature cégétiste«. Alain Tardieu, La note de semaine, Paris, 1937 tome 1, p. 98.
>
> »Le moment est venu de noter une fois pour toutes, lorsqu'il s'agira de légiférer, que les

6 Cf. Philippe BURRIN, La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery. 1933–1945, Paris 1986.

7 Cf. notamment Jeanne SIWEK-POUYDESSEAU, Un groupe à part: petits et moyens fonctionnaires, in: L'univers politique des classes moyennes, op.cit. p. 113–124.

8 Cf. la thèse de Philippe NORD, Paris shopkeepers and the politics of resentment, Princeton 1986, p. 474–477 et Jeanne GAILLARD, La petite entreprise entre la droite et la gauche, in: L'univers politique des classes moyennes, op.cit.p. 47–70.

9 Cf. Raymond ARON, Maurice HALBWACHS, E. VERMEIL, M. R. FRANCK, Inventaires, tome 3, Classes moyennes, Paris 1939, p. 327–341.

10 Cf. Henri CLERC, Pour sauver les classes moyennes, Paris 1939, p. 20, et le commentaire de Luc BOLTANSKI, Taxinomies sociales..., art.cit.p. 77.

> producteurs ne sont pas seulement les patrons et les ouvriers mais aussi les ingénieurs et cadres divers (...). Nous qui avons toujours préconisé les méthodes de conciliation, nous qui avons gardé une répulsion instinctive pour les procédés de violence, nous disons aux pouvoirs publics: prenez garde et ne faites pas attendre plus longtemps ce tiers-état qui veut être quelque chose, car la coupe est pleine. Nous avons assez d'occasions de troubles sociaux, sans en susciter de nouveaux, en exaspérant des hommes dont le concours est indispensable à la production et qui ont été jusque là des éléments d'ordre et de progrès«. Echo de l'USIC, janvier 1937, cité par Luc Boltanski, art.cit. p. 81.

Dans la foulée se créent les premiers syndicats d'ingénieurs et de cadres, tels que l'Union des Syndicats d'ingénieurs français (USIC), le Syndicat professionnel des ingénieurs diplômés français (SPID), le Syndicat des ingénieurs salariés (SIS), et des organisations de défense spécifiques du petit et du moyen patronat (Confédération générale du commerce et de l'artisanat, Bloc du petit commerce, Confédération française des professions commerciales, industrielles et libérales, Syndicat de la petite et moyenne industrie, Groupement de l'industrie moyenne, etc. ...). Les classes moyennes font leur entrée sur la scène politique française.

Les facteurs de mobilisation

Plusieurs facteurs concourent à assurer le succès de cette mobilisation. Luc Boltanski a analysé celle des cadres, on s'en tiendra ici à celle des petits patrons[11].

Au début de la III[e] République ces derniers se situent politiquement au centre gauche. Un radicalisme héritier de 1789, soucieux de défendre la propriété contre les monopoles, d'associer le capital et le travail, d'abolir le salariat, correspond à leurs aspirations. C'est dans l'orbite radicale que se créent leurs premières organisations représentatives, à commencer par la Ligue syndicale pour la défense des intérêts du travail, du commerce et de l'industrie (1888), présidée par un franc-maçon, Léopold Christophe. Elles ont un ennemi, les grands magasins, ces »vampires du petit commerce«. Elles font partie du peuple de gauche, dressé contre les »gros«.

C'est l'évolution du mouvement ouvrier et de sa doctrine, le développement des coopératives, la montée d'un prolétariat industriel qui a pour horizon la lutte des classes plutôt que la »mise à son compte«, qui vont rejeter progressivement la boutique dans le camp des classes moyennes et de la droite. Le socialisme lui apparaît comme une menace contre le statut même d'indépendant. La victoire des bolcheviks en 1917, la création du Parti communiste français, la victoire du Front populaire vont pousser à son paroxysme sa peur du »collectivisme«.

En même temps la boutique est tirée vers la droite par l'Eglise et le grand patronat, qui cherchent son appui pour barrer la route à la gauche. Ce sont eux qui prennent l'initiative d'un rassemblement des classes moyennes face au péril »rouge«, font alliance avec une boutique qu'ils avaient toujours méprisée et mettent en place des organisations professionnelles concurrentes. La création de la Fédération puis Confédération des groupes commerciaux et industriels (1903) présidée par l'homme d'affaires Edmond Bellamy, celle de la Fédération des commerçants détaillants par

11 Cf. Luc Boltanski, Les cadres: formation d'un groupe social, Paris 1982, et Nonna Mayer, La boutique contre la gauche, Paris 1986.

un directeur de grand magasin, George Maus (1906) s'inscrivent dans cette stratégie[12]. On peut y classer de même les initiatives des catholiques sociaux, telles que la création par un patron d'une entreprise de textile, Léon Harmel, de l'Union fraternelle du commerce et de l'industrie (1889), la fondation en 1899 des Unions fédérales professionnelles de catholiques, groupant 26 syndicats patronaux de commerçants, industriels et professions libérales (organisations qui fusionneront pour donner naissance à la Confédération française des professions en 1926) la création de la Confédération de l'artisanat familial (1937)[13].

L'Etat enfin joue un rôle décisif dès lors qu'il ne se cantonne plus dans ses fonctions de gendarme et d'arbitre. Les radicaux eux-mêmes, gagnés par les thèses solidaristes, vont contribuer à mettre en place une fiscalité à visée redistributive (l'impôt sur le revenu), une législation protectrice des droits des salariés (repos hebdomadaire, journée de huit heures, normes d'hygiène et de sécurité) qui déchaînent les protestations de la boutique. Cette intervention de l'Etat dans le domaine économique et social s'accentue avec la guerre de 1914 (contrôle des prix, taxation des loyers). Et la laborieuse institution d'un système obligatoire d'assurances sociales sur le modèle allemand fait contre elle l'unanimité des travailleurs indépendants, des paysans aux médecins en passant par les petits commerçants[14]. Au-delà de leur incidence financière, d'autant plus lourde que leur entreprise est précaire, et de la tutelle administrative qu'elles impliquent, c'est l'esprit même de ces mesures qu'ils récusent. Elles annoncent la disparition d'une petite propriété indépendante, que seule la mobilisation des classes moyennes paraît pouvoir conjurer.

Ces divers facteurs contribuent, par étapes, à rompre les liens entre la boutique et la gauche. C'est dans les années trente que s'opère la rupture décisive. La crise économique touche en priorité les petits indépendants qui voient chuter leur revenu nominal et leur pouvoir d'achat dans des proportions catastrophiques, encore aggravées par la politique de déflation mise en œuvre par les radicaux portés au pouvoir en 1932[15]. La victoire du Front populaire, d'abord accueillie avec espoir, accentue le virage à droite des classes moyennes indépendantes, traumatisées par les grèves de juin, les occupations d'usine, les mesures sociales décidées par l'accord Matignon (semaine de 40 heures, congés payés)[16].

Face au malaise des classes moyennes le Parti radical lui-même évolue. Il crée à son tour des organisations pour leur défense[17], rompt avec le Front populaire et prend la

12 Cf. Philippe Nord, op.cit.chap. 10, Jeanne Gaillard, art. cit. in: L'univers politique des classes moyennes, op.cit.p. 63 et s., et le numéro spécial dirigé par Heinz-Gerhard Haupt et Philippe Vigier sur L'atelier et la boutique, Le mouvement social, 108, juillet-septembre 1979.

13 Sur l'influence du catholicisme social dans ces milieux cf. Jean-Marie Mayeur, L'Eglise catholique: les limites d'une prise de conscience, in: L'univers politique des classes moyennes, op.cit. p. 113–124. Sur la pénétration de l'artisanat voir Bernard Zarca, L'artisanat français, du métier traditionnel au groupe social, Paris 1986.

14 Cf. Henri Hatzfeld, Du paupérisme à la Sécurité sociale. 1850–1940, Paris 1971.

15 Cf. Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, 1967, tome 2, p. 137 et s.

16 Cf. Serge Berstein, Les classes moyennes contre la gauche, in: L'Histoire, 71, octobre 1984, p. 6–20.

17 Sur la proposition de Daladier, le 10 mars 1937, une Confédération générale des classes moyennes voit le jour; un mois après se forme un Groupement des classes moyennes présidé par un petit industriel, Chichery, avec Emile Roche pour président d'honneur. Cf. Serge Berstein, Histoire du parti radical, tome 2, Crise du radicalisme.1926–1939, Paris, 1982.

tête d'une croisade anti-marxiste. Ce reclassement à droite, comme le souligne Berstein, va contribuer à lui garder une clientèle de classes moyennes qui aurait pu autrement être tentée par l'aventure totalitaire.

»Parti de gauche parce qu'il était un parti de classes moyennes, le Parti radical s'est rejeté à droite pour écarter la menace pesant sur les classes moyennes. C'est ce qu'Edouard Daladier affirme d'ailleurs au comité exécutif du Parti radical du 15 janvier 1939, en justifiant sa politique par la nécessité où il s'est trouvé de défendre les classes moyennes. Il affirme ne rien renier, pour sa part, du serment du 14 juillet 1935 qui fondait »l'alliance du prolétariat et du Tiers état«: »Mais, ajoute-t-il, si le Tiers état peut avoir, à un moment donné, l'impression qu'il est sacrifié, et qu'en réalité on ne respecte ni ses idées, ni son effort, le divorce se produit inévitablement, et lorsque ces classes moyennes, armature de la démocratie, se découragent, comme elles l'ont fait en Allemagne et en Italie, alors la démocratie connaît l'angoisse du désespoir et bientôt les convulsions de l'agonie.« Serge Berstein, »Le parti radical socialiste...«, in: L'univers politique des classes moyennes, op. cit. p. 93.

Quand vient la guerre, toutes les organisations retournent au silence. La société corporative que le gouvernement de Vichy tente de mettre en place répond en partie à leurs attentes. Les »cadres« obtiennent une reconnaissance officielle par la Charte du travail, avec la création, au sein des comités tripartites, d'un deuxième collège, entre celui des ouvriers et celui des patrons[18]. Quant à la situation économique elle redevient favorable aux petits producteurs, les seuls à pouvoir faire des profits dans un contexte de marché noir et de pénurie. Et »Travail, Famille, Patrie« est un mot d'ordre plus rassurant à leurs yeux que celui de »Front populaire«.

III. Les classes moyennes éclatées

Les mobilisations de l'après-guerre

En 1947 le mouvement se reconstitue autour d'un ingénieur catholique, Roger Millot, sous la forme d'un Comité national de liaison et d'action des classes moyennes. La loi du 22 mai 1946 a joué le rôle d'un catalyseur, mobilisant les cadres et les petits patrons contre leur intégration dans le régime général de la Sécurité sociale. Le CNCM s'appuie sur les mêmes catégories que les organisations d'avant-guerre, en particulier les cadres, regroupés depuis 1944 en une Confédération générale des cadres (CGC), et les petits patrons de l'industrie et du commerce organisés la même année en Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME).

Au début des années cinquante l'Union de défense des commerçants et artisans, créée par un petit papetier du Lot, Pierre Poujade, relance l'agitation. Parti d'une opposition locale de commerçants et d'artisans aux contrôles fiscaux, le mouvement prend une ampleur nationale, et tente d'élargir son audience à l'ensemble des classes moyennes. Il gagne deux millions et demi d'électeurs et 52 sièges de députés aux élections législatives du 2 janvier 1956. Mais il touche essentiellement les petits indépendants de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, consacrant le divorce

18 Cf. Luc Boltanski, art.cit.p. 99 et s.

entre les classes moyennes traditionnelles, condamnées par l'évolution économique et tournées vers le passé, et les classes moyennes salariées en expansion[19]. Il sera balayé par le gaullisme.

Il faut attendre le milieu des années soixante-dix, avec le départ du général de Gaulle et la signature du Programme commun, pour que les organisations de classes moyennes, inquiètes du dynamisme électoral de la gauche, reparaissent sur la scène politique. C'est à elles, »le cœur de la France«, que s'adresse la candidature de l'ancien Ministre du commerce et de l'artisanat, Jean Royer, à l'élection présidentielle de 1974. En décembre 1975 Léon Gingembre lance l'Union des chefs et responsables d'entreprise (UNICER) à l'intention des travailleurs indépendants. Au même moment Jean Henninot, commerçant en porcelaine et président de la Fédération des PME de Paris, parrainé par Raymond Marcellin, ancien ministre de l'Intérieur et sénateur républicain indépendant du Morbihan, crée un Syndicat national des classes moyennes. En janvier 1976 Jean-Pierre Prouteau, ancien maître du Grand Orient de France, ancien président des Jeunesses radicales d'Indre et Loire, chargé de mission à la Caisse nationale du Crédit agricole, fonde le Centre national de coopération interprofessionnelle. Pour les classes moyennes, ce »Tiers état économique«, il réclame une représentation spécifique quasiment dans les mêmes termes que les mouvements des années trente.

> »Les classes moyennes sont condamnées à se sauver par elles-mêmes. Le sursaut nécessaire doit venir d'une nouvelle prise de conscience de leur force qui est considérable. Elles représentent un tiers de la population active nationale, et il existe un tronc commun d'intérêts et d'aspirations entre la majorité des commerçants, des artisans, des cadres, des professions libérales, des agriculteurs et des dirigeants des petites et moyennes entreprises. Elles forment ensemble un »Tiers-état socio-économique« qui est l'une des composantes majeures de nos sociétés occidentales. (...) Il faut envisager la création d'un véritable »Conseil national commun«, qui devrait prendre sa place entre le CNPF et le syndicalisme ouvrier, dans le respect de l'autonomie d'action des organisations professionnelles représentatives«. Jean-Pierre Prouteau, »Promouvoir l'action commune des classes moyennes«, Le Figaro, 24 mai 1976.

En janvier 1977 enfin se créent les GIR (Groupes Initiative et Responsabilité), associant cinq leaders syndicaux, Michel Debatisse (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), Léon Gingembre (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), Jacques Monier (Confédération des syndicats médicaux français), Francis Combe (Assemblée permanente des Chambres de Métiers) et Ivan Charpentié (Confédération générale des cadres). Mais l'initiative des fondateurs n'est pas nécessairement approuvée parleur base. Michel Debatisse est contesté lors du congrès suivant de la FNSEA (avril 1977), certaines fédérations de la CGC (métallurgie, banque, industries minières et atomiques) font connaître leur hostilité à une action commune avec les PME, allant jusqu'à demander le retrait des GIR. L'union des classes moyennes indépendantes et salariées n'est plus crédible[20]

19 Cf. Stanley Hoffmann, Le mouvement Poujade, Paris 1956.

20 Sur les mouvements récents cf. Nonna Mayer, The middle classes and politics in contemporary France: a bibliographic introduction, in: European journal of political research, 10, 1982, p. 437–444.

Classes moyennes traditionnelles et nouvelles classes moyennes

Dès les années trente en fait ce mouvement porte en germe des facteurs d'éclatement, parce qu'il fédère des catégories trop hétérogènes pour coexister. Les petits patrons sont des indépendants, qui travaillent à leur compte. Ils se définissent par la possession d'un patrimoine personnel, leur entreprise. Depuis la guerre de 14 leurs effectifs ont cessé d'augmenter. Les cadres eux sont des salariés, ils se définissent par leurs titres et leurs diplômes, et s'ils sont minoritaires comparés aux petits patrons (tableau), leurs effectifs sont en plein essor. Progressivement ces deux groupes vont affirmer des intérêts antagoniques, des conceptions différentes de l'entreprise, opposant les gestionnaires aux propriétaires, »le pouvoir de la compétence à l'incompétence des héritiers«[21], la tradition au changement.

Evolution de la population active française (1936–1989)

%	1936	1962	1989
Patrons	38	27	14
Ouvriers	44	39	29
Salariés non-ouvriers	19	34	57

Source: Recensements de la population 1936 et 1962, enquête Emploi 1989 (les agriculteurs sont comptés avec les patrons, les salariés agricoles avec les ouvriers).

Après la guerre de 39 ces contradictions éclatent au grand jour. Au déclin des indépendants répond l'essor des salariés non-ouvriers, lié au développement de la grande entreprise (techniciens, cadres) et à l'intervention croissante de l'Etat dans la vie économique et sociale (enseignants, services médicaux et sociaux)[22]. Le rapport de force s'inverse au profit des seconds (tableau). La »montée des cadres« devient l'élément central du débat politique. Le livre de Pierre Bleton, Les hommes des temps qui viennent (Paris 1956), marque ce tournant. Et de la droite à la gauche toute une série de discours s'attachent à les situer, depuis ceux qui y voient une »nouvelle classe dirigeante« à ceux qui y voient une »nouvelle classe ouvrière«[23].

Parés des couleurs de la modernité et de la technique ils sont les »nouvelles classes moyennes« par opposition aux classes moyennes traditionnelles condamnées par l'évolution même du capitalisme. Ils n'ont pas les mêmes valeurs, ils ne font pas les mêmes choix politiques. A l'ethos rigoriste et répressif de la petite bourgeoisie traditionnelle ils opposent celui de la libération, de la permissivité et de l'hédonisme, à son conformisme la »contre-culture«[24]. Alors que la boutique reste ancrée à droite, ils évoluent progressivement vers la gauche. Alors qu'en 1936 les classes moyennes faisaient tomber le Front populaire, en 1981 les »nouvelles« classes moyennes ont largement contribué à l'élection d'un président socialiste et d'une majorité socialiste à

21 Boltanski, Taxinomies sociales..., art.cit. p. 95.

22 Cf. Laurent Thévenot, Les transformations des professions intermédiaires salariées, in: L'univers politique des classes moyennes, op.cit.p. 191–215.

23 Cf. Luc Boltanski, Les systèmes de représentation d'un groupe social: les cadres, in: Revue française de sociologie, 20, 1979, p. 631–667.

24 Cf. Pierre Bourdieu, La distinction, Paris 1979.

l'Assemblée[25]. Autant de traits qui rendent l'hypothèse d'une mobilisation commune de moins en moins probable.

Qu'évoque aujourd'hui ce terme de »classe moyenne« dans l'imaginaire social des Français? Une enquête post-électorale du CEVIPOF, conduite après le deuxième tour de l'élection présidentielle de 1988, permet d'en prendre la mesure[26]. Si, par rapport aux années soixante, et plus encore aux années soixante-dix, marquées par une forte polarisation politique et sociale, le sentiment d'appartenir à une classe sociale, quelle qu'elle soit, a décliné, il reste majoritaire (56 % en 1988 contre 68 % en 1976 et 61 % en 1966)[27]. Mais les catégories qu'il recouvre ont changé. En 1966 les enquêtés qui s'identifiaient à »la classe ouvrière«, »les ouvriers«, »les prolétaires« étaient les plus nombreux, suivis par ceux qui s'identifiaient à »la classe moyenne«, »les Français moyens« (respectivement 39 et 21 %); 20 ans après, les proportions se sont inversées. C'est le sentiment d'appartenir à »la classe moyenne« qui prédomine (42 % contre 25 % de réponses: »la classe ouvrière«). Les milieux où il prédomine ont changé également. Hier, les trois groupes qui s'identifiaient le plus souvent à la classe moyenne étaient les patrons de l'industrie et du commerce, les cadres supérieurs et les professions libérales, les cadres moyens (28, 34 et 34 %). Depuis, ce sentiment s'est exclusivement développé dans les deux derniers groupes. Près des deux tiers des cadres et des professions intermédiaires ont aujourd'hui le sentiment d'appartenir à la classe moyenne contre un tiers seulement des commerçants et un quart des artisans. Dans le même temps, la signification politique et idéologique de cette identification a évolué. Hier elle était étroitement associée à des choix politiques de droite. Les deux tiers des enquêtés qui avaient le sentiment d'appartenir à la classe moyenne déclaraient leur intention de voter pour les candidats centristes et gaullistes aux élections législatives de 1967. La moitié seulement des enquêtés qui s'identifient à la classe moyenne ont voté pour un candidat de droite au premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Le Parti socialiste a rallié les classes moyennes salariées à la gauche.

Aujourd'hui elles affirment massivement leur appartenance à la classe moyenne, sans pour autant voter à droite. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, 71 % des enseignants, 53 % des professions intermédiaires, 54 % des employés qui s'identifiaient à »la classe moyenne«, ont choisi de voter Mitterrand, Lajoinie, Laguiller, Juquin ou Boussel.

25 Cf. Gérard Grunberg, Etienne Schweisguth, Le virage à gauche des couches moyennes salariées, in: L'univers politique des classes moyennes, op.cit. p. 351–371 et Nonna Mayer, L'ancrage à droite des petits commerçants et artisans indépendants, ibidem p. 330–350.

26 Enquête par sondage, administrée par la SOFRES du 9 au 20 mai 1988, auprès d'un échantillon national représentatif des Français en âge de voter de 4.032 individus. Cf. CEVIPOF, L'électeur français en questions, Paris 1990.

27 Cf. Guy Michelat, Michel Simon, Classe sociale objective, classe sociale subjective et comportement électoral, in: Revue française de sociologie, XII, 1971, p. 493–527 (Sondage IFOP, décembre 1966, échantillon national représentatif des Français en âge de voter de 1.780 individus) et sondage SOFRES/ L'Expansion, décembre 1976, L'Expansion, 19 jiun – 2 juillet 1987.